



Séance publique du mercredi 22 juin 2016

Convoqué le mercredi 15 juin 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 22 juin 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHIE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Claire HART, Alex LARUE, Chantal MARION, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Djamel BOUMAAZ.

Périmètres de protection modifiés autour de deux monuments historiques Avis de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier dispose sur son territoire de près de 110 immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques, qui contribuent à affirmer l'identité et la valeur patrimoniale de Montpellier. Pour assurer la protection et la mise en valeur de ces immeubles, il est institué pour chacun d'entre eux un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour du monument, dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des "abords" placée sous la surveillance de l'architecte des bâtiments de France.

Cette servitude permet de préserver le monument historique et son environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux sur les immeubles inscrits dans le périmètre de 500 mètres.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. Ainsi, en application de l'article L.621-30 du code du patrimoine, l'architecte des bâtiments de France peut proposer la modification d'un périmètre de protection.

Conformément au même article L.621-30, la modification d'un périmètre de protection doit obtenir un accord préalable de la commune avant d'être soumise à enquête publique.

En application de l'article R.123-15 du code de l'urbanisme, le service territorial de l'architecture et du patrimoine de la Direction régionale des affaires culturelles, représenté par l'architecte des bâtiments de France, a porté à la connaissance de la Ville de Montpellier la création de deux périmètres de protection modifiés autour des monuments historiques suivants :

- 1) **Le Domaine du Château de Bonnier de la Mosson**, situé route de Lodève, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 18 novembre 2003.
- 2) **Le parc et les ouvrages d'art du Château d'O**, situé avenue Ernest Hemingway, monument inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 16 août 1922.

Ces deux périmètres de protection modifiés n'appellent pas de remarque particulière.

A la suite de l'enquête publique, qui pourra être organisée conjointement à une enquête publique relative à une procédure d'évolution du plan local d'urbanisme (PLU), et après un bilan de cette enquête effectué avec l'architecte des bâtiments de France, la modification des deux périmètres pourra être approuvée par délibération du Conseil métropolitain, puis annexée au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable sur les deux périmètres de protection modifiés annexés à la présente délibération ;
- de prendre acte que les deux projets de périmètres de protection modifiés seront soumis à enquête publique conjointement à une enquête publique relative à une procédure d'évolution du PLU ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 23 Juin 2016

